ELECTIONS LEGISLATIVES DES 23 ET 28 NOVEMBRE 1958

REPUBLICAIN DEMOCRATE SOCIAL

Républicain sincère je me présente au peuple avec confiance.

Animé d'un esprit de socialisme humanitaire que j'ai toujours pratiqué en faveur des faibles et des déshérités, je m'inspirerai des mêmes sentiments dans l accomplissement du mandat que vous voudrez bien me confier si vous m'en jugez digne.

Du point de vue de notre Département, je sais quels sont nos besoins et nos aspirations.

Je sais, comme vous tous, que notre Département a atteint le plus bas degré de sa décadence. En effet, depuis les deux dernières guerres, notre jeunesse se laisse attirer par le mirage de la vie facile et heureuse sur le Continent, et abandonne de plus en plus la terre que nos ancêtres ont baignée de leur sueur et de leur sang.

Mais la raison essentielle de l'exode est que nous ne pouvons pas vivre chez nous : Les surfaces improductives couvrent les 40 pour cent de notre Ile. La sècheresse fait le reste.

Nous n'avons pas d'industrie et pas de commerce. Les frais d'approche, d'embarquement et de débarquement grèvent les produits de première nécessité dans des proportions exorbitantes. Notre Département exporte pour huit cent millions de produits alimentaires et il en importe pour trois milliards huit cent millions.

Notre état d'insularité est la cause indiscutable de notre dénûment. Beaucoup de responsables n'ont pas encore compris et admis cette vérité première.

Mais nul ne conteste plus que l'Ile de Beauté est vraiment l'Ile de misère.

Il faut trouver un remède à notre état d'isolement et d'abandon. A une situation exceptionnelle, il faut des moyens exceptionnels.

Nous envisageons, quant à nous, l'application des arrêtés MIOT qui ne sont pas abrogés et qui faisaient de notre Département une sorte de Zone Franche.

Il est aussi de notre devoir de dresser un plan à exécuter en quatre ou cinq ans et le confier à nos Représentants au Parlement afin qu'ils en fassent le meilleur profit.

Nos représentants ne doivent manquer les uns et les autres ni de compétence, ni de conviction, ni de courage.

Vous me permettrez de ne pas retracer ce plan que j'ai exposé à Ajaccio à l'Assemblée Générale des Maires et des parlementaires Corses et que j'exposerai dans les principaux Centres de la Circonscription.

Nos représentants doivent faire admettre par le Gouvernement de la République qu'après

deux siècles d'investissements fabuleux dans les terres plus ou moins lointaines et plus ou moins reconnaissantes, il est temps de se pencher sur le Problème Corse.

Dans la grande famille Française, la Corse ne doit plus être tristement négligée et délaissée.

Nous faisons pleinement confiance au Gouvernement du Général de Gaulle pour se pencher sur notre douloureuse situation.

Mais rien de grand ni de durable ne peut être réalisé pour l'ensemble de la Nation tant que persiste le drame de l'Algérie.

Nous avons toujours proclamé hautement, comme au 28 Septembre dernier, que le Général de Gaulle saurait trouver une solution juste à la tragédie d'Afrique du Nord.

Tous ensemble, nous devons œuvrer dans la République rénovée pour une France prospère et respectée.

Nous espérons que de la Consultation du 23 Novembre sortira une représentation digne et capable de traiter le problème Corse, digne et décidée à réaliser le bien-être de la Nation dans la paix et l'Union.

Vous ne trouverez pas étrange qu'une candidature se lève de l'Extrême Sud de la Corse et que, du haut de ses remparts, BONIFACIO lance à nos compatriotes un cri d'espoir pour une politique de Progrès et de Justice sociale.

VIVE LA FRANCE !

VIVE LA REPUBLIQUE !

VIVE LA CORSE !

DON-MATHIEU TRAMONI,
Inspecteur Central du Trésor
Conseiller Général de la Corse
Maire de Bonifacio,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre

Remplaçant éventuel :

MICHEL FERDANI
Administrateur Civil du Ministère
des Finances et des Affaires Economiques
Licencié en Droit
Ancien Directeur Chef de Service
du Travail au Maroc
Chevalier du Mérite Social